



**Jour
J-39**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

22/11/2019

Visite d'État dans la région du Hambol du 27 au 30 novembre

P2

Ouattara, l'espoir de Niakara pour rallumer la flamme de l'émergence

Cités universitaires de Côte d'Ivoire

P5

De nouveaux bâtiments et 10.000 nouveaux lits pour les étudiants

Sara 2019

P7

300 000 visiteurs attendus

Organisation du Congrès de l'Upu à Abidjan

P8

Le budget global fixé à 9,3 milliards de F Cfa

Séminaire du Parti communiste chinois

P9

Anne Ouloto porte la voix de l'Afrique

Visite d'État dans la région du Hambol du 27 au 30 novembre Ouattara, l'espoir de Niakara pour rallumer la flamme de l'émergence

Réparties en six sous-préfectures et 62 villages, les populations de ce département attendent, dans la ferveur, l'arrivée du Président de la République.

Naguère calme dans l'ensemble, le département de Niakara, dans la région du Hambol, connaît, depuis l'annonce de la visite d'État du Président de la République, une ambiance particulière. Les populations qui saluent et apprécient les actions du Chef de l'État, notamment la réalisation du projet de réhabilitation et de renforcement de la Nationale A3, l'attendent, dans l'allégresse, la ferveur et l'enthousiasme.

Le préfet du département de Niakara, Mme Ouattara Maténin, ne fait pas non plus un mystère de sa joie. Elle en donne les raisons : « Cette visite d'État suscite beaucoup d'espoir car, elle viendra rallumer la flamme du développement et renforcer davantage la cohésion sociale et la paix dans le département de Niakara ». Et d'ajouter : « Le Chef de l'État vient à Niakara avec le développement. Il est attendu comme un messie pour...sauver les populations qui avaient soif de le voir. La mobilisation sera totale ».

Pour relever le défi de la mobilisation, des réunions se succèdent et ont un même but : l'implication de tous les fils et filles du département de Niakara dans les préparatifs de la visite d'État du Président Alasane Ouattara. « La visite d'État a un caractère républicain. Tout le monde doit se sentir concerné », précise Madame le préfet, Ouattara Maténin.



L'amélioration du plateau technique de l'hôpital général fait partie des doléances des populations. (PHS : PORO DAGNOG)

La ville de Niakara a un nouveau visage. Ses voies d'accès sont en bon état. Son artère principale réhabilitée, contribue à son charme. Les rues urbaines étaient en plein chantier lors de notre passage, le 14 novembre. Le stade Nanlo Bamba, lieu du meeting, a fait une cure de jouvence. La résidence du préfet qui était dans un état de dégradation est maintenant digne d'une au-

torité administrative. Au niveau de la salubrité et l'assainissement, les enlèvements des ordures ménagères ont démarré, il y a quelques jours.

Infrastructures routières

Les populations de Niakara adhèrent, selon tous les interlocuteurs, à la politique de développement du gouvernement. Au niveau des infrastructures routières, outre

la réhabilitation et l'élargissement de la Nationale A3, tout le monde salue, entre autres, le reprofilage lourd avec traitement de points critiques de toutes les pistes existantes, la construction de dalots à l'entrée de la ville et le reprofilage de l'axe Tortiya-projet Soja avec réalisation d'ouvrage. Sans oublier l'ouverture de la route Kafelebekaha-Feme Prigue et de celle de Kpakou-

niakaha-Wombo-Prigue.

Hydraulique et santé

Au niveau de l'hydraulique, de nombreuses pompes à motricité humaine existent dans des villages. On retient également la réhabilitation des pompes à motricité humaine de Kouroukouna, Tiengarakaha, Pangalakaha, Nayolvogo et Tiegbo. Concernant la santé, les autorités administratives, les ca-

drés et les populations se souviennent de la construction du centre de santé à Tèndindéri, de la maternité de Kouroukouna, de la dotation du centre de santé de Badikaha d'une ambulance et de matériel technique, de la réhabilitation du centre de santé rurale de Niédiékaha et de la construction de la maternité, en 2018, à Sèpikaha, avec le don d'une ambulance.

D'autres actes ont été posés par le gouvernement en vue de permettre aux populations de se soigner dans de meilleures conditions.

Éducation

Dans le domaine scolaire, beaucoup de choses ont été faites, de la construction des salles de classe, des écoles maternelles et primaires au raccordement du Groupe scolaire Badikaha 1 et 2 au réseau électrique en passant par la construction du collège moderne de Niédiékaha. Mais, le souhait des populations reste, dans ce domaine, assez grand. On peut citer, par exemple, la création d'écoles maternelles dans tous les autres villages de la sous-préfecture de Niédiékaha, d'un collège de proximité à Sèpikaha et d'un autre à Arikokaha, chef-lieu de sous-préfecture ■

EMMANUEL KOUASSI
(ENVOYÉ SPÉCIAL
DANS LE HAMBOL)



Ouattara Maténin, préfet de Niakara, espère que cette visite apportera beaucoup au département.

Les attentes multiples

Tout en saluant les efforts faits par le gouvernement, dans le département de Niakara, les populations tendent toujours la main. Le bitumage de l'axe Tortiya-Niakara, du tronçon de route reliant la A3 à Niédiékaha, chef-lieu de sous-préfecture, distant de 5 km de Niakara, la réouverture de la gare ferroviaire à Niédiékaha, font partie, entre autres, des préoccupations des populations.

Elles souhaitent également la connexion de la sous-préfecture de Niédiékaha au système hydraulique de Badikaha, N'Goloudougou et Tafiré, la

réparation de pompes à motricité humaine tombées en panne à Nambanakaha, Doussouloukaha, Sèpikaha, Kouloukaha et Kolokaha. Les populations n'oublient pas l'augmentation du nombre de forages dans la commune et sous-préfecture de Tortiya, la réalisation de retenue d'eau dans les villages, l'aménagement des bas-fonds rizicoles pour les jeunes et un don de motopompes aux coopératives féminines.

Ce que veulent les femmes

Les femmes de Niakara, plaident auprès de la Première Dame Dominique

Quattara pour une augmentation de l'enveloppe du Fonds d'aide aux femmes de Côte d'Ivoire (Fafci), allouée au département en vue de leur autonomisation économique. Les attentes des femmes du département de Niakara sont nombreuses. La création d'une micro-finance pour leur autonomisation, l'acquisition de chambres froides pour conserver les légumes frais et autres, la construction d'un internat de jeunes filles y figurent en bonne place. Elles sollicitent également l'acquisition d'unités modernes d'extraction de beurre de karité (à l'image de celle

de Korhogo), pour non seulement amoindrir leurs tâches, mais aussi obtenir une grande quantité d'huile ou de beurre de karité en peu de temps. Avoir des unités de production de l'attiéké et l'aménagement d'une retenue d'eau pour les cultures maraichères et une ferme piscicole intéressent les femmes de Niakara. Celles-ci plaident également pour la mise à la disposition des Organisations des productions agricoles, des tricycles pour alléger leurs tâches et, mieux, produire à moindre coût en minimisant celui du transport. ■ E. K.

• Les populations impatientes de voir le Chef de l'État



Le maire Koné Pierre sonne la mobilisation

En pays Tagbana, selon le maire de Niakara, Koné Pierre, « un étranger est comme un ange pourvoyeur de bonheur ». C'est ainsi que les populations de Niakara perçoivent l'arrivée du Président de la République, Alassane Ouattara, sur leurs terres le 28 novembre. Une autre raison qui mobilise tous les fils et filles de Niakara, c'est que le fondateur de leur localité du nom de Niekéré, devenu, par déformation Niakara, serait venu de Kong. Fort de cette histoire, les populations de Niakara considèrent, le Président Alassane Ouattara comme l'un des leurs. « Plus qu'un Chef d'Etat, nous recevons notre il-

lustre fils », déclare, avec un large sourire, Koné Pierre, le maire de Niakara. « En 2015, cette visite avait été prévue. Si c'est maintenant qu'elle a lieu, nous ne pouvons que remercier Dieu », se réjouit-il. C'est la raison pour laquelle tout Niakara ne dort plus, depuis que le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, Sidiki Diakité, a rendu officielle la nouvelle de cette visite d'Etat dans la région du Hambol. Niakara sera le tout premier département de la région à accueillir le premier giga-meeting. La réussite populaire de ce meeting sera comme un test grandeur nature de ce qui attend le Président de la République dans les



L'extension du réseau électrique dans tous les quartiers mettra fin aux branchements anarchiques. (PHS : PORO DAGNOGO)

deux autres départements que sont Dabakala et Katiola, où aura lieu la grande apothéose. Pour le maire de Niakara, plus qu'un meeting, ce rassemblement du stade Nanlo Bamba doit être une véritable communion avec l'hôte du jour. Pour que la mobilisation soit totale, Koné Pierre révèle qu'un comité de mobilisation est constamment sur le terrain. « Nous souhaitons que Dieu nous donne l'occasion de vivre cela. Nous vous assurons que nous allons dépasser toutes les prévisions », lance-t-il avec force conviction. Occupé à sensibiliser les populations pour la réussite de la mobilisation et à recueillir leurs

préoccupations pour les soumettre au Chef de l'Etat, le premier magistrat de la commune est véritablement au four et au moulin. C'est ainsi qu'il a pu nous donner un aperçu de certaines préoccupations de ses populations. Selon le maire, les populations souhaitent vivement, qu'à côté de la brigade de gendarmerie qu'un commissariat de police y soit ouvert. « Nous sommes confrontés au grand banditisme. La gendarmerie fait déjà beaucoup mais elle est limitée en personnel. Les policiers viendront en renfort pour mettre hors d'état de nuire ces bandits qui écument notre département », espère-t-il.

Le château d'eau de Niakara a été construit au début des années 1970 pour une population estimée à cette époque à 12 000 habitants. « Les capacités de ce château d'eau sont largement dépassées. Il n'arrive pas à couvrir l'ensemble de la commune puisque près de 50 ans après, avec une localité qui s'est agrandie, les populations ont augmenté et sont estimées à plus de 60 000 âmes. Avec la sécheresse que nous connaissons ces dernières années, le barrage s'était asséché », explique-t-il. Tout en plaidant pour la construction d'un autre château d'eau.

Le maire de Niakara évoque le cas de l'hôpital général qui porte si mal son appellation. En réalité, explique-t-il avec amertume, le centre de santé ouvert dans les années 1960, a été érigé en hôpital général sans véritablement changer de statut du point de vue de ses infrastructures et de son plateau technique. Il souhaite également la mécanisation de l'agriculture. Autant dire que Pierre Koné et les populations de Niakara ont beaucoup à soumettre au Chef de l'Etat ■

CHARLES KAZONY
ENVOYE SPECIAL

Koné Tébétchein, chef de canton

« Cette visite du Président nous va droit au cœur »

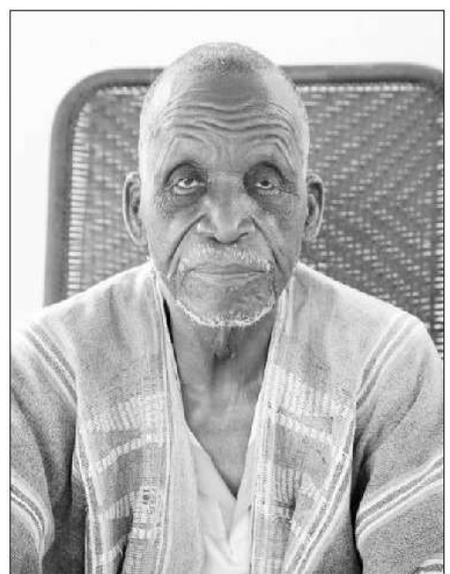
Le chef de canton de Niakara, Koné Tébétchein, salue l'arrivée du Président de la République, Alassane Ouattara. « Cette visite présidentielle nous va droit au cœur », a-t-il dit, lorsque nous sommes allés lui rendre visite à sa résidence. Cet octogénaire à la santé fragile nous a fait savoir que depuis qu'il a appris l'arrivée du Chef de l'Etat, il prie pour que cette visite d'Etat puisse connaître le succès escompté. Concernant la mobilisation, le chef de canton de Niakara a fait le pari qu'elle sera totale. « La chefferie traditionnelle est mobilisée. Elle fait des tournées dans les villages et les

hameaux les plus reculés pour sensibiliser nos populations qui attendaient ce grand jour depuis des années. Maintenant que le Président sera avec nous dans la région du Hambol, pendant au moins quatre jours, nous sommes prêts à l'accueillir avec tous les honneurs dus à son statut de Chef d'Etat », a-t-il déclaré. Koné Tébétchein a des préoccupations majeures à soumettre au Président de la République, Alassane Ouattara, au nom des populations. « J'ai raison d'évoquer nos problèmes puisque, je sais que quand le Président vient à la rencontre des populations, il vient avec le développement »,

lance-t-il. Aussi, met-il sur la table, le bloc opératoire qui n'existe pas à l'hôpital général de Niakara. Pour le désenclavement de Niakara, il souhaite vivement la construction d'un pont sur le fleuve N'Zi qui va relier le peuple Tagbana à leurs frères Djimini. Il a également évoqué la construction d'un autre pont sur le fleuve Bandama. Il n'a pas manqué d'évoquer le manque de professeurs au lycée de Niakara. Autres préoccupations qui lui tiennent à cœur : la nécessité de procéder à une extension de l'adduction d'eau potable et de l'électricité. « Il y a des branchements anarchiques qui ont

causé des morts », dénonce-t-il. Koné Tébétchein n'a pas oublié de plaider auprès du Chef de l'Etat pour que des émoluments soient accordés aux chefs traditionnels pour une efficacité dans leur mission. Le chef de canton souhaite être à la rencontre avec le Président de la République : « Toute créature est dans la main de Dieu. Malgré ma santé fragile, j'espère que d'ici l'arrivée du Président, Dieu me donnera la santé pour que je puisse aller le saluer », lance-t-il ■

C. KAZONY



Présidentielle 2020

Les enfants exhortent les hommes politiques à œuvrer pour la paix

À la faveur de la célébration de la journée mondiale de l'enfance, les gosses de Côte d'Ivoire ont invité les hommes politiques à œuvrer pour un climat sans violence, au cours de l'année électorale 2020.

La petite Awa a 10 ans. Elle est en classe de Cm2. À la faveur de la célébration de la journée mondiale de l'enfance, coiffée de la casquette du ministre de la Solidarité, de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté, elle a lancé un cri du cœur, en prélude à l'élection présidentielle de 2020. « Nous voulons la paix », a-t-elle dit.

La petite Awa a rappelé que la Côte d'Ivoire a été secouée par une grave crise en 2010. Ce qui a causé la mort d'un parent. « Aujourd'hui, à quelques mois de la présidentielle de 2020, les propos tenus par certains leaders politiques inquiètent », a décrié l'élève de Cm2.

De ce fait, elle appelle les hommes politiques à mettre baïonnette à terre. « Pensez à notre avenir en adoptant des comportements de paix et de cohésion sociale. Pensez à nos familles. Pensez à tous les enfants de Côte d'Ivoire. Pensez à l'avenir de la patrie, celle de la vraie fraternité », a-t-elle imploré. Pour la ministre Mariatou Koné, qui a emboîté le pas à



La ministre Mariatou Koné et les enfants en phase. (PHOTOS : DR).

cet enfant, la journée internationale de l'enfance doit être « l'occasion de réitérer l'engagement de l'Etat de Côte d'Ivoire pour la protection de l'enfant. C'est aussi l'occasion pour nous de réaffirmer notre

message de paix et de cohésion parce que protéger les enfants, c'est leur offrir un avenir meilleur, un avenir paisible. Et tout cela ne peut se faire que dans la paix », a-t-elle indiqué. Célébrée le 20 novembre de

chaque année, la Journée mondiale de l'enfance a démarré en 1954. Elle a pour objectif de promouvoir le respect et les droits de tous les enfants.

MARCEL APPENA

Siandou Fofana échange avec les jeunes de Port-Bouët

Le ministre Siandou Fofana, coordonnateur principal du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) de Port-Bouët, est allé au contact des jeunes de la commune. Au cours d'une rencontre, le 17 novembre, dans un espace ouvert, le cadre du Rhdp a longuement échangé avec la jeunesse houphouëtiste. Notamment sur la vie du parti et les conditions sociales des jeunes.

« Vous ne cessez au quotidien de perpétuer et d'engendrer une dynamique nouvelle au parti. Vous êtes restés très combattifs et de fidèles compagnons de notre lutte. Vous avez maintenu le cap. Rassurez-vous, vous avez mené le bon combat », a-t-il soutenu, dans son adresse aux jeunes. Aux préoccupations posées, Siandou Fofana a eu les mots justes pour les apaiser. « Vos soucis sont les nôtres. Décidez et agissons maintenant car j'ai de bonnes nouvelles pour vous », a-t-il renchéri. Il a lancé par ailleurs, un appel pressant de mobilisation aux jeunes, les invitant à s'inscrire sur les différents listings, en vue des échéances électorales

à venir. À propos d'employabilité des jeunes, le ministre a assuré ses interlocuteurs en empruntant la voie du sage chinois qui conseille d'apprendre à pêcher à un homme qui a faim, plutôt que de lui donner du poisson.

« Vous aurez des formations en empruntant la voie du sage chinois qui conseille d'apprendre à pêcher à un homme qui a faim, plutôt que de lui donner du poisson. Vous aurez des formations de création d'entreprise. On mettra aussi à votre disposition des fonds remboursables gérés par des spécialistes. Il vous faudra aussi créer des mutuelles. En vous mettant ensemble, vous pourriez constituer des micro-entreprises, des start-up », a conseillé Siandou Fofana.

« Vous nous rendez forts. Les jeunes comptent sur vous. A Port-Bouët, nous avons conscience de l'ampleur des responsabilités qui nous attendent. Nous avons pris le taureau par les cornes en créant notre plateforme d'emploi. C'est une plateforme numérique qui renferme une bonne base de données sur les profils et le cursus des jeunes du Rhdp de Port-Bouët », a déclaré Fernand Traoré, président de la jeunesse Rhdp de Port-Bouët.

M. APPENA

Rhdp

Les femmes du N'Zi en ordre de bataille



Ramatou Ly-Bakayoko a appelé à une mobilisation sans condition au Parc des sports de Treichville.

La ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Coordinatrice du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) de la région, Ramatou Ly-Bakayoko, met les bouchées doubles pour réussir l'organisation du meeting des ressortissants de la Région du N'Zi prévu pour le 23 novembre prochain, au Parc des sports de Treichville. Le 17 novembre, elle a conduit une tournée de mobilisation des femmes en compagnie des coordonnateurs régionaux associés de cette circonscription. Le mes-

sage au cours de sa rencontre était clair : « Le N'Zi doit pleinement jouer son rôle pour la victoire du Rhdp au premier tour de la présidentielle de 2020 ». En présence des délégués Rhdp, venus nombreux, elle a appelé les femmes de la région à prendre d'assaut le Parc des sports de Treichville pour montrer leur engagement à réussir cette mission qui, pour la ministre, nécessite un certain nombre d'activités de terrain, entre autres, leur mobilisation exceptionnelle.

Ramatou Ly-Bakayoko a également informé de la tenue de la cérémonie d'investiture de la

coordination RHDP du N'Zi qui aura lieu le dimanche 24 novembre et celle du meeting d'hommage au Président Félix Houphouët-Boigny, les 6 et 7 décembre prochain à Yamoussoukro.

Le député Séréphin Yao, coordonnateur associé RHDP dans le N'Zi, a saisi l'occasion pour annoncer l'organisation prochaine d'une tournée de remerciements dans le N'Zi pour la réussite de la récente visite d'Etat du Président de la République Alassane Ouattara et a instruit l'assemblée sur l'utilisation de la plateforme e-militant.

HERVÉ ADOU

Un cadre du Fpi rejoint les houphouëtistes



Le Rhdp reçoit de nouvelles adhésions.

Tapé Guy Privat est, depuis hier, militant de la formation politique des Houphouëtistes. Il a, lors d'une rencontre au Plateau, au cabinet du porte-parole adjoint du Rhdp, Mamadou Touré, manifesté son adhésion à l'alliance au pouvoir. Justifiant son ralliement, M. Tapé a dit avoir été séduit, depuis San Francisco où il a vécu pendant 25 ans, par les actions du gouvernement sous l'égide du Président de la République, Alassane Ouattara. « J'étais le secrétaire

adjoint de la section Fpi aux Usa de 2008-2010. C'est chez moi que la campagne de Laurent Gbagbo a été lancée. Après les élections, je regardais de loin les grands chantiers réalisés par le Président Ouattara. Je suis rentré aujourd'hui au pays, j'ai vu que la Côte d'Ivoire est en plein développement. C'est ainsi que j'ai approché la sénatrice du Lôh Djiboua, Mme Touré Manadjia Diabaté, pour lui faire part de ma volonté d'adhérer au Rhdp », a-t-il expliqué. Puis de préciser : « J'adhère au Rhdp

pour prendre part au développement de mon pays. Nous devons aller au-delà des clivages politiques et ethniques pour construire la nation ». Mamadou Touré a salué le choix du nouvel adhérent. « Vous avez fait le choix du développement. N'ayez pas honte et ne soyez pas complexes. Bienvenue dans la famille des Houphouëtistes », a-t-il commenté. Avant de préciser que c'est librement, sans aucune pression, que M. Tapé adhère à leur parti politique.

KANATÉ MAMADOU

Cités universitaires de Côte d'Ivoire

De nouveaux bâtiments et 10.000 nouveaux lits pour les étudiants

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a présenté hier, son projet de logements préfabriqués.

En attendant l'achèvement des travaux de réhabilitation de l'ensemble des cités universitaires, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a présenté hier aux étudiants, au personnel du Crou A et aux partenaires, un projet de logements préfabriqués au profit des étudiants. Albert Mabri Toikeusse a annoncé 10.000 lits, qui seront répartis sur l'ensemble des campus du pays dont Man, qui ne dispose pas encore de résidences universitaires. Le promoteur du projet, Alejandro Bellapart, propose deux prototypes de logement. Le premier a deux chambres et une toilette, avec deux étudiants par chambres. Le second est conçu pour recevoir 4 étudiants. L'ambition du ministre est de doubler les capacités des résidences, face au nombre croissant d'étudiants. À l'issue d'une rencontre



Le ministre Toikeusse Mabri devant un logement préfabriqué. (PH: JULIEN MONSAN)

avec le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, ce projet sera inscrit dans le programme social du gouvernement. Mabri Toikeusse a dit bénéficier du soutien du district d'Abidjan sur ce projet, ainsi que celui de divers partenaires, au nombre des-

quels l'Unicef, qui a accepté de construire à l'Université Félix Houphouët Boigny de grands blocs sanitaires pour filles et garçons. Ces blocs disposeront de douches, de Wc et de vestiaires. Il a dit plaindre la situation des jeunes filles, car ce ne sont

pas seulement les garçons qui dorment dans des conditions difficiles, dans les Amphis, comme l'a signalé Guïro Amel Landry, intervenu au nom du secrétaire général de la Fédération étudiante et scolaire de Côte d'Ivoire (Fesci).

« Nous avons envie de faire un peu plus pour les étudiants, nous continuons les projets de réhabilitation, mais nous voulons également offrir de nouveaux lits dans des conditions acceptables », a affirmé le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Selon lui les efforts de réhabilitation en cours visent à disposer à terme de 11 000 lits. « Avec les 11 000 lits, si nous nous en tenons aux étudiants qui sont dans les universités publiques, c'est autour de 7% de gens qui sont satisfaits. Mais quand nous ramenons le nombre de lits disponibles à la fin de la réhabilitation à l'effectif des étudiants, y compris ceux qui sont dans le privé, nous nous retrouvons à 4% d'étudiants logés », a indiqué Mabri Toikeusse. Pour le ministre, ces logements préfabriqués sont une solution à court terme. Parce que le préfabriqué se construit en moins d'un an.

Le directeur général du Crou, Blé Guirao, a précisé que l'année scolaire 2018-2019 a enregistré plus de 120.000 admis au baccalauréat. « Si le flux à l'entrée des universités et grandes écoles augmente, les capacités d'accueil de nos parcs d'hébergement, elles, n'augmentent pas proportionnellement », dit-il. Et a fait savoir, à titre d'exemple, que le Crou Abidjan 1 dispose d'une capacité effective de 5.761 lits, pour environ 65 000 étudiants à l'Ufbb, sans compter les étudiants des grandes écoles et instituts d'enseignement supérieur. La Fesci était massivement représentée à la cérémonie et a adhéré au projet des logements préfabriqués. Elle a même félicité le ministre pour la promptitude avec laquelle il règle les problèmes des étudiants. ■

MARIE-ADELE DJIDJE

Hommage

Les historiens expriment leur reconnaissance au Pr Claude-Hélène Perrot

Professeur honoraire à l'université Paris1 Panthéon-Sorbonne, Claude-Hélène Perrot a enseigné d'octobre 1963 à juin 1970 et d'octobre 1972 à juin 1974 à l'université d'Abidjan, contribuant ainsi à la formation de nombreux cadres. Elle a exhumé l'histoire des Agni Ndényé et celle des Bétélié ou Ehotilé, à travers des ouvrages et plusieurs publications. Son passage dans ce temple du savoir ne pouvait donc pas laisser indifférents les historiens ivoiriens. La Grande chancelière, Henriette Dagri Diabaté et les historiens de Côte d'Ivoire ont rendu un hommage appuyé à la défunte universitaire. (PH: DR)



La Grande Chancelière, Henriette Dagri Diabaté et les historiens de Côte d'Ivoire ont rendu un hommage appuyé à la défunte universitaire. (PH: DR)

humaines, dont une partie constitue aujourd'hui l'Ufr des sciences de l'homme et de la société. Claude y enseignait déjà. Moi, j'y arrive en octobre 1968, comme jeune enseignante, une débutante. Mon aînée, et je lui en suis encore reconnaissante, m'a rapidement acceptée », a-t-elle expliquée. « Personnel-

lement, j'avais avec Claude des relations particulières. Elle était à la fois ma collègue et ma sœur », a poursuivi la Grande chancelière. La Côte d'Ivoire, en reconnaissance du travail bien fait, a décerné à Claude-Hélène Perrot, en 2012, la médaille d'Officier et en 2017 la cravate de Commandeur de l'ordre national.

Avant elle, le directeur de l'Ihaaa, Dr Gilbert Gonnin, président du comité d'organisation, a rappelé que la cérémonie du jour est un acte de reconnaissance des historiens ivoiriens. « Elle a été mon directeur de thèse à la Sorbonne. Dirigeant un institut de recherche, je me suis dit que c'est un devoir pour nous de rassembler les historiens ivoiriens pour lui rendre cet hommage », a expliqué Dr Gonnin. Le Pr Jean-Noël Loucou, secrétaire général de la Fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro, a rendu un témoignage. « C'est une grande spécialiste des Agni et des Ehotilé. Nous avons eu de très bonnes relations. C'était un grand chercheur de terrain, car elle aimait aller au village. Claude se sentait Agni », a déclaré le Pr Loucou. Même son de cloche avec Angèle Gnonsoa, pour qui Claude-Hélène est

un modèle. « Elle a été mon professeur à la Sorbonne. Et quand j'ai décidé de faire de la recherche en tradition orale, c'est elle qui m'a initiée puisqu'elle avait déjà commencé. Elle était aussi une amie et je suis plusieurs

fois allée dans son village. Je regrette de ne l'avoir pas vue avant sa mort. Que son âme repose en paix », affirme-t-elle. ■

FRANCK YEO

SOREPCI Boutiques
Promo Jusqu'à 40%
SUR La BAGAGERIE
La MAROQUINERIE
Les Fleurs et Plantes
Artificielles
 Jusqu'au 19 Décembre 2019
 Zone 2 Im. ROCHE Route du CHU de Treichville
 Ouvert: 8h 30 - 16h 30 - Samedi 9h - 16h - Tél: 21 25 51 41 - 21 25 79 49
 PLATEAU AVENUE CHARDY Imm. NOUR AL HAYAT
 Ouvert: 8 h 30 à 17 h 30 - Samedi 9 h à 13 h - Tél: 20 21 60 69

ARTCI

Diakité Coty Souleymane exprime sa gratitude au Chef de l'État

Le nouveau président du Conseil de régulation a prêté serment devant la Cour d'appel.



Le nouveau président de l'Artci posant avec les membres de la Cour. (PH: DR)

Nommé au Conseil des ministres du mercredi 13 novembre, en qualité de président du Conseil de l'autorité de régulation des télécommunications (TCl) (Artci), Dr

Diakité Coty Souleymane a prêté serment, le jeudi 21 novembre, au palais de justice d'Abidjan Plateau, dans la salle de la Cour d'appel. Tout en ayant une pensée pieuse pour son prédécesseur Fofana Lemassou,

Diakité Coty Souleymane a exprimé sa gratitude au Président de la République pour le choix porté sur sa personne. « Je voudrais remercier le Président de la République Alassane Ouattara, qui a bien voulu faire

de moi son représentant au niveau de l'autorité de régulation et qui m'a confié la présidence de cette autorité. Toute ma gratitude et ma reconnaissance à son endroit et que Dieu nous aide dans la tâche qui nous attend », s'est-il félicité.

Diakité Coty Souleymane est diplômé de la faculté de chirurgie dentaire de l'Université de Clermont-Ferrand en France (juin 1982). Il a été ancien ministre de la Communication de juin 2011 à novembre 2012. Il a également occupé le poste de président du Conseil d'administration de la Poste de Côte d'Ivoire de 2004 à 2007 ; de l'Agence de télécommunication de Côte d'Ivoire (Ex-Atci) de 2007 à 2011 et du Fonds d'entretien routier (Fer) de juin 2014 à novembre 2019. ■

JEAN BAVANE KOUIKA

Entrepreneuriat jeunes Junior achievement lance ses activités



Un appui de 60 mille dollars pour piloter l'activité. (PH: DR)

Bonne nouvelle pour les jeunes en quête d'emploi. Un programme américain spécialisé dans l'amélioration de l'employabilité, de l'éducation financière et de la création de micro entreprises, «Junior achievement (Ja)» est désormais disponible en Côte d'Ivoire. Un appui de 60 mille dollars des partenaires va permettre de piloter l'activité sur une période de trois ans.

«*existe depuis 40 ans. Pour la présidente du conseil d'administration Ja, Murielle M'Bo, « Junior achievement est un premier pas plein d'espoir pour la jeunesse ivoirienne qui doit être préparée à relever le défi de l'émergence ».*

Chantal Poaty, au nom de la Première dame Dominique Ouattara, a estimé que la mission de Junior achievement Côte d'Ivoire épouse la vision du Chef de l'Etat ivoirien, Alassane Ouattara. «*Il a inscrit la politique de l'employabilité et de l'entrepreneuriat des jeunes sur la liste des priorités du gouvernement. Au travers du Psgouv (Plan social gouvernemental), Plusieurs programmes au plan national, tels que le guichet unique d'emploi jeunes, tendent à juguler la situation », a-t-elle rappelé. Mieux, le fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (Fafci) qui était doté d'un capital de 10 milliards de Fcfa est passé à 12 milliards de Fcfa.*

Le lancement de ses activités s'est fait hier à Marcory, à l'hôtel Azalal, en présence de plusieurs personnalités, dont le ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des jeunes et du service civique, Touré Mamadou, la conseillère de la Première dame, Poaty Chantal, et du président du conseil d'administration du Groupe Fraternité Matin, Pr Sangaré Séga. Des institutions partenaires du projet, telles que l'ambassade des États-Unis en Côte d'Ivoire, et Tomorrow Fondation étaient aussi présentes.

«*Le ministre Touré Mamadou croit que la promotion de l'emploi jeune est un sujet d'actualité. « Ni l'administration publique, ni le secteur privé ne sont à même d'absorber toute la main d'œuvre d'ici les années 2030 », a-t-il prévenu.*

Au cours de la cérémonie, des projections de films, des documentaires ont présenté les priorités du programme. «*Croire dans le potentiel illimité des jeunes, respecter les talents, la créativité, être convaincu de l'impact réel de l'apprentissage par la pratique », sont, entre autres, les valeurs prônées.*

L'année 2019 marque la célébration du centenaire de Junior achievement worldwide. Débuté en 1919, avec une poignée d'étudiants, l'organisation opère aujourd'hui dans le monde entier. Il a été fondé aux États-Unis par Théodore Vail, alors directeur général de American Telephone and Telegraph, Horace Moses, président de Strathmore Paper Co. Et le sénateur Murray Crane de l'État du Massachusetts. ■

«*Nous comptons sur tout le monde pour faire de ce projet un succès en Côte d'Ivoire », a souhaité Aïssata Tounkara Sangaré, directrice exécutive du projet Junior achievement Côte d'Ivoire. Mme Sangaré s'est aussi félicitée de ce que l'adhésion de la Côte d'Ivoire coïncide avec la célébration du 100e anniversaire de l'organisation au plan international. En Afrique, le projet*

I. SOMIAN

Santé

Deux ambulances offertes au Chr d'Abobo Nord



La cérémonie de remise des clés des engins a été présidée par le ministre d'État, ministre de la Défense et maire de la commune d'Abobo, Hamed Bakayoko.

Le parc auto du centre hospitalier régional d'Abobo Nord a été renforcé par deux nouvelles ambulances offertes par le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique. La cérémonie de remise des clés

des engins, présidée par le ministre d'État, ministre de la Défense et maire de la commune d'Abobo, Hamed Bakayoko, et organisée par l'association diabète et activités physiques adaptées à la santé de Côte d'Ivoire (Adapas-ci), a eu lieu le 14

novembre dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale du diabète.

«*Quand il n'y a pas de mobilité, très souvent, c'est le drame. Cela va changer des choses pour nous à Abobo. Je vous invite à faire bon usage de ces am-*

bulances », a conseillé le maire de la commune. Qui a remis les clés des deux ambulances au directeur du Chr d'Abobo Nord. Hamed Bakayoko, après avoir exprimé sa reconnaissance au gouvernement pour l'équipement de ce centre, a félicité l'Adapas-ci. Pour soutenir les actions des membres de cette association, il a annoncé la création de quatre sites pour la pratique de l'exercice physique indispensable aux diabétiques. Une subvention de cinq millions Fcfa sera dégagée pour financer le projet. La bonne nouvelle a réjoui Yapo N'ké Constant, président de l'Adapas-ci. « C'est le lieu de vous féliciter et de vous remercier pour tout ce que vous faites et ferez pour la commune d'Abobo », a-t-il affirmé.

Docteur Eddy Albert, représentait le ministre de la Santé. ■

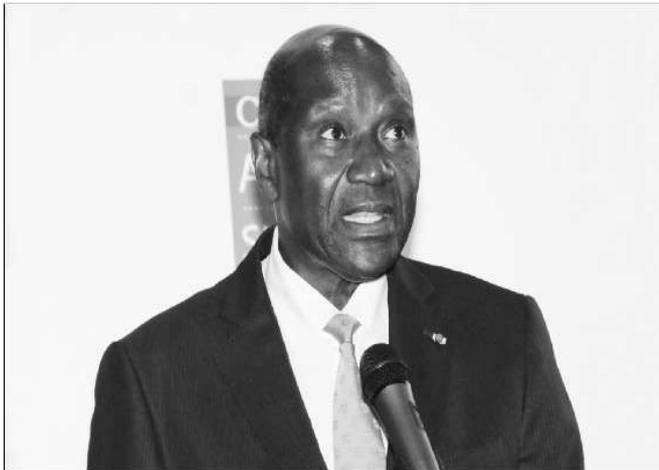
ISABELLE SOMIAN

Sara 2019

300 000 visiteurs attendus

Après l'Afrique du Sud il y a deux ans, la France est le pays invité d'honneur à cette édition.

La 5^e édition du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara 2019) s'ouvre ce matin, à partir de 8 h, dans la zone aéroportuaire de Port-Bouët. C'est le vice-Président, Daniel Kablan Duncan, qui va procéder à l'ouverture de cet important rendez-vous qui ferme ses portes le 1^{er} décembre. « *Agriculture intelligente et innovations technologiques : quelles perspectives pour l'agriculture africaine ?* », tel est le thème de l'édition 2019. Ce salon permet de valoriser, promouvoir et développer toutes les richesses du secteur agricole, de l'élevage et



Le vice-Président Daniel Kablan Duncan va procéder à l'ouverture de cet important rendez-vous. (Photo: DR)

de la pêche en Côte d'Ivoire. Il constitue, par ailleurs, une plateforme de rencontres, d'échanges et de partages d'expériences et permet, de même, aux participants de lier des partenariats d'affaires.

À la dernière édition, en 2017, le Sara a mobilisé 718 exposants, 30 pays et 300 000 visiteurs. Cette année, les autorités tablent sur un objectif de 800 exposants, 30 pays et au moins 300 000 visiteurs. Vu l'importance du sujet, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Kobéné Kouassi Adjoumani, le mois dernier, lors d'une rencontre avec la presse à Abidjan, a invité l'ensemble des médias à se

mobiliser pour la réussite de cet événement.

Après l'Afrique du Sud, il y a deux ans, cette année, c'est la France qui est le pays invité d'honneur. Ce pays compte débarquer au cours de cette édition, avec une trentaine de ses entreprises. La particularité, cette année, est que le Sara sera couplé à l'organisation de la 4^e semaine africaine de la vulgarisation agricole. De même, tous les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sont attendus au bord de la Lagune ébrié pour soutenir cette activité chère au gouvernement. ■

ANOH KOUAO

Ape intérimaire Le secteur privé sensibilisé sur le démantèlement tarifaire

Le démantèlement tarifaire relatif à l'accord de partenariat économique (Ape) intérimaire entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne, d'une part, et la Côte d'Ivoire et le Royaume-Uni, d'autre part, était au centre d'un atelier de sensibilisation et d'échange qui s'est tenu mercredi, à la Maison de l'entreprise au Plateau. Initiée par le ministre de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, la rencontre a enregistré une soixantaine de participants issus de diverses structures publiques et privées. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le directeur de cabinet du ministre de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Diamouténé Alassane Zié. Qui a indiqué que l'Ape intérimaire avec l'Europe est dans sa phase d'application. Il a exhorté les entreprises publiques et privées ivoiriennes à jouer leur partition pour que ce projet soit couronné de succès. « Nous devons tous être présents, aussi bien le secteur public que le secteur privé. L'heure est à complabiliser effective-

ment les opportunités et à les transformer en réalité », a-t-il lancé.

Il a souligné, à propos de l'Ape intérimaire avec le Royaume-Uni, que les négociations techniques sont terminées. « *Nous allons passer à une phase politique pour la conclusion dans la mesure où il ne peut y avoir de divergence en raison de la similarité de cet accord avec celui de l'Ue. Pour ces deux accords, vous pouvez compter sur le soutien sans faille du gouvernement* », a-t-il souligné. Selon Diamouténé Alassane Zié, le gouvernement a pris en toute responsabilité la décision de mettre en œuvre l'Ape intérimaire, parce que cette option était la plus avantageuse pour la Côte d'Ivoire.

Stéphane Aka Anghui, directeur exécutif de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci), a rappelé que la première phase de démantèlement tarifaire, dans le cadre de l'Ape intérimaire, est effective depuis le 1^{er} janvier 2019. « Cette 1^{ère} phase, porte sur 1155 lignes tarifaires. En contrepartie, l'accord garantit à nos exporta-



L'atelier a permis aux acteurs de mieux cerner les contours de l'Ape intérimaire.

tions, notamment le cacao, la banane et les conserves de thon, un accès au marché de l'Union européenne, en franchise de droits de douane », a-t-il souligné. Le directeur exécutif de la Cgeci a ajouté que l'Ape offre, en outre, au secteur privé ivoirien. Une baisse du prix des biens importés de l'Ue, une baisse des coûts de production industrielle grâce aux exonérations des droits de douane sur les biens d'équipement

et intrants importés de l'Ue ; des mesures de sauvegarde pour protéger les industries naissantes ; des opportunités pour attirer des investisseurs étrangers, etc.

Pour Stéphane Aka Anghui, la question que les entreprises doivent se poser aujourd'hui n'est plus de savoir si ces accords sont bons ou mauvais pour la Côte d'Ivoire, mais plutôt, comment en bénéficier concrètement. « Il est vrai que certaines entre-

prises, notamment les Pme, moins bien préparées à la concurrence et à la conquête des marchés européens et britanniques, risquent de ne pas être en mesure de tirer profit de cet accord, et à la limite, de voir leurs activités baisser. Il ne faut pas non plus négliger les barrières non tarifaires ou les obstacles techniques au commerce, qui se trouvent être de véritables défis pour les entreprises exportatrices sur

les marchés de l'Union européenne et du Royaume-Uni », a-t-il insisté.

Pour faire face à toutes ces difficultés, le directeur exécutif de la Cgeci souhaite la poursuite du dialogue public-privé sur les mesures à entreprendre pour que le démantèlement tarifaire maximise le bénéfice que les entreprises peuvent tirer des Ape. ■

CASIMIR DJEZOU

Organisation du Congrès de l'Upu à Abidjan Le budget global fixé à 9,3 milliards de F Cfa

Le Comité national d'orientation et d'impulsion mis en place pour l'organisation du 27^e Congrès de l'Union postale universelle d'août 2020 à Abidjan a tenu, hier à la Primature, sa troisième réunion.

Le Comité national d'orientation et d'impulsion (Cnoi) du 27^e Congrès de l'Union postale universelle a tenu sa troisième réunion, hier, à l'auditorium de la Primature au Plateau. En prélude à cette importante rencontre qui se tiendra en août 2020, à Abidjan, sur le site de l'Injs à Marcoré. Cette réunion a été présidée en personne par le vice-Président de la République Daniel Kablan Duncan, président du Cnoi. Elle a consisté en la présentation des travaux du comité scientifique, du secrétariat permanent à l'organisation et à la présentation du budget de l'organisation du congrès. Le budget global arrêté hier s'élève à 9 284 988 443 F Cfa. Ce montant n'est qu'un plafond, le budget pourrait



Mamadou Sanogo, ministre de l'Economie numérique et de la Poste et son équipe préparent un événement grandiose. (PH: Joséphine Kouadio)

être revu à la baisse. Quant au budget alloué aux commissions. Il s'élève à 4 984 988 443 F Cfa. « Les éléments essentiels du budget ont été arrêtés. Nous sommes restés raisonnables à ce sujet. Nous avons aussi passé en revue toutes les diligences qu'il fallait adresser. Tous les acteurs sont mobilisés et ont promis de respecter leurs engagements et ce qu'ils ont à faire afin d'assurer une grande réussite à cet événement et un grand succès pour notre pays qui est déjà bien positionné au plan diplomatique mais qui doit une fois encore le prouver. Ce sera la deuxième fois que l'Afrique abrite un tel congrès », a déclaré le ministre de l'Economie numérique et de la Poste, Mamadou Sanogo, à la fin de la réunion.

Le congrès de l'Upu d'août 2020 à Abidjan, a-t-il précisé, verra la participation des 192 pays membres. Plus de 3000 congressistes sont attendus. Le Cnoi est l'instance supérieure de préparation du Congrès d'Abidjan. Les différentes commissions qu'il chapeaute, à en croire le ministre, travaillent d'arrache-pied. D'importantes étapes de l'organisation sont à venir. Il y a par exemple la visite d'une délégation ministérielle de l'Economie numérique et de la Poste au siège de l'Upu à Berne en Suisse, une visite en Côte d'Ivoire d'une délégation des services de sécurité des Etats-Unis et la visite du site du congrès par le vice-Président de la République, le 2 décembre. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

Lutte contre la pêche illicite Des opérateurs formés à l'utilisation des systèmes de surveillance

Comment utiliser efficacement les systèmes de surveillance (VMS/AIS) ainsi que d'autres technologies de contrôle telles que l'imagerie satellitaire ? C'est la principale question au centre d'un atelier qui s'est tenu du 19 au 21 novembre, à l'Institut de Sécurité maritime interrégional (Ismi) de l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer (Arstm), sis à Yopougon Niangon. Initiée par l'Ismi à l'intention de 18 opérateurs de Centres de surveillance des pêches (CSP), cette formation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui à l'amélioration de la gouvernance régionale des pêches, développé dans le cadre du Programme indicatif régional pour l'Afrique de l'Ouest et financé par l'Union européenne. Pendant trois jours, les stagiaires, en provenance du Bénin, de Côte d'Ivoire, de la Guinée, de Mauritanie, de Sénégal et du Togo ont



Les participants à la formation repartent satisfaits. (PH: DR)

été instruits sur la question par des experts de l'Agence européenne de contrôle des pêches, associés à ceux du Comité des Pêches du Centre-Ouest du Golfe de Guinée et de la Commission

sous-régionale des Pêches. À la cérémonie d'ouverture, le directeur général de l'Arstm, le Colonel Karim Coulibaly, a indiqué que ce stage est d'une importance fondamentale pour une lutte

efficace contre la pêche illicite non déclarée (Inn) et non réglementée. « La Pêche INN est un grave problème mondial qui s'est développé ces 20 dernières années, comme l'un des

principaux obstacles à la gestion durable des pêches. Nul n'ignore la tourmente dans laquelle se retrouve le Golfe de Guinée qui reste à la merci des grands prédateurs de pêche. La pêche INN comprend : la pêche sans autorisation, la récolte d'espèces protégées, l'utilisation de matériel illégal, la non observation des quotas et des périodes de pêche. Elle concerne aussi bien la pêche nationale qu'internationale », a-t-il affirmé. En effet, dira-t-il, sur une réserve de plus d'un million de tonnes dans le golfe de Guinée, la Pêche INN représente 37% des captures de ladite zone. Ce qui engendre un coût de 1,3 milliard de dollars par année. « La pêche INN constitue un enchevêtrement complexe d'actions et d'organes ne se limitant pas à la pêche illicite, mais également au fret, à la transformation, au débarquement, à la vente et à la distribution de poissons et de produits halieutiques. Elle a pour conséquence, la perte importante de revenus,

notamment pour des pays parmi les plus pauvres au monde, où la dépendance à l'égard de la pêche pour l'alimentation est élevée », a-t-il poursuivi. Pour le Dg de l'Arstm, la pêche INN n'est pas juste qu'une entrave à la gestion des pêches ni une atteinte à la sûreté dans les eaux, mais elle constitue surtout une menace globale, car touchant directement la vie des populations. « La pêche INN menace la survie des communautés côtières dans les pays en développement, l'épuisement des stocks de poissons dans le monde entier, la destruction des habitats marins, les problèmes de sécurité alimentaire et de subsistance des communautés défavorisées des pays en développement, remise en cause des efforts visant à sécuriser et reconstruire les stocks pour l'avenir », a-t-il prévenu. ■

CASIMIR DJEZOU

Séminaire du Parti communiste chinois

Anne Ouloto porte la voix de l'Afrique

La directrice exécutive adjointe chargée des relations extérieures du Rhdp, Anne Ouloto, a été invitée à prendre la parole au nom des partis politiques africains invités en Chine, à l'occasion d'un banquet d'accueil offert par le Parti communiste chinois le 20 novembre, à Nanchang.

C'est une très lourde mission de parler au nom de plus de 50 pays venus d'Afrique et du monde, pour répondre à l'invitation d'une puissance mondiale, et d'un grand Parti politique, le PCC qui, avec le Président XI JINPING, séduisent le monde par leur parcours et leur vision (...), s'est réjouie Anne Désirée Ouloto, dès l'entame de ses propos. La directrice exécutive adjointe, en charge des relations extérieures du RHDP, prenait la parole, au nom de tous les pays invités, et au nom de la Côte d'Ivoire, pays invité d'honneur, au banquet d'accueil offert à l'occasion du séminaire international initié par le parti communiste chinois (PCC), le 20 novembre 2019, à Nanchang en Chine. Elle a tenu, au nom de tous, à féliciter le PCC pour cette heureuse initiative et tout particulièrement, pour la pertinence du thème général de cette conférence : « Bonheur du peuple, la mission d'un parti politique nous interpelle tout naturelle-

ment en tant que dirigeants des partis politiques de nos pays respectifs, et nous rappelle notre responsabilité pour le bonheur de nos peuples ». Pour la ministre, les relations dynamiques et fructueuses entretenues par la Côte d'Ivoire et la Chine remontent à 2011. « L'embellie économique que nous connaissons, et l'admiration des grandes institutions de la finance mondiale et de gouvernance est aussi le résultat de nos relations d'amitié et de coopération avec la Chine », a-t-elle précisé. Saluant le volontarisme remarquable avec lequel ces amis de la Côte d'Ivoire travaillent au renforcement d'un cadre de travail formel entre le PCC et le RHDP, en vue de contribuer à un monde meilleur et au bonheur des deux peuples, l'émissaire du RHDP a insisté sur la ferme volonté de son pays, la Côte d'Ivoire, de demeurer en paix avec l'Afrique et le monde. « Je voudrais, au nom de mon Président, le Chef de l'Etat Alassane Ouattara, Président du RHDP, et au nom de tous



Des partis politiques africains et le Parti communiste chinois entament une nouvelle collaboration. (PHOTO : DR).

les invités ici présents, amis du PCC, lever un toast en l'honneur du Président XI Jinping, du PCC et du peuple chinois pour une coopération fructueuse entre le PCC et

l'Afrique, et entre le PCC et le monde ; pour le bonheur des peuples ivoiriens, africains et chinois, et pour toutes les initiatives en faveur du développement et de la construction d'une

communauté de destin pour l'humanité », a-t-elle conclu. Hier, le programme a été marqué par la cérémonie d'ouverture du séminaire ayant pour thème : « La pratique de

Jiangxi de la pensée XI Jinping sur le socialisme à la chinoise».

SAINT-TRA BI
INFO SERCOM

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail



LE PRÉSIDENT

N° 007 /ANP/SQ

COMMUNIQUE DE L'AUTORITÉ NATIONALE DE LA PRESSE (ANP)

L'Autorité nationale de la presse (ANP) observe la reproduction systématique, par la presse imprimée et numérique, de propos inconvenants, injurieux et méprisants, tenus par les acteurs politiques, à l'occasion de leurs activités ou déclarations.

L'ANP, tout en faisant l'économie desdits propos, dans le présent communiqué, rappelle aux acteurs de la presse, que la mission d'informer du journaliste tire, certes, son essence de la liberté, mais reste profondément attachée aux valeurs de responsabilité. La mission d'informer comporte nécessairement des limites que le journaliste lui-même s'impose systématiquement.

C'est pourquoi, l'ANP invite l'ensemble des professionnels de la presse imprimée et numérique à se garder de relayer les déclarations et propos d'acteurs politiques, au contenu manifestement contraire aux exigences de leur profession.

Fait à Abidjan, le 18 novembre 2019

Pour l'ANP
Le Président
Raphaël LARFÈ

COMMUNIQUÉ RHDP

JOURNÉES D'HOMMAGE AU PRÉSIDENT FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

Dans le cadre des préparatifs des journées d'hommage au Président Félix HOUPHOUËT-BOIGNY qui se tiendront les 6 et 7 décembre 2019 à Yamoussoukro et pour une meilleure coordination de la participation du Grand Centre, Monsieur Jeannot AHOUSSOU-KOUADIO, Président du Sénat convie Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement, Monsieur le Gouverneur du District Autonome de Yamoussoukro, Mesdames et Messieurs les élus (Députés, Sénateurs, Présidents de Conseils Régionaux, Maires), Messieurs les Présidents de Conseils d'Administrations, Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux, Mesdames et Messieurs les anciens Ministres ressortissants du Grand Centre à une importante réunion.

Date : Lundi 25 novembre 2019
Heure : 17 heures 00
Lieu : Rue Lepic

Compte-tenu de l'importance
de l'ordre du jour la présence
de tous est vivement souhaitée.

Jeannot AHOUSSOU-KOUADIO

Budget 2020

Les députés adoptent les programmes et crédits de onze ministères

Pendant trois jours, les ministres et les Secrétaires d'Etat passeront devant la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale pour expliquer leurs choix.

Les députés membres de la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale ont voté, hier, à la majorité relative, les programmes et crédits prévus pour être exécutés de dix ministères et un secrétariat d'Etat. Les ministres concernés ou leurs représentants sont passés devant la Commission de l'Assemblée nationale, comme l'exigent les dispositions légales encadrant le budget-programme. Pour leur passage devant les députés, les ministères et secrétaires d'Etat sont regroupés en fonction des missions qui



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 003-2019/RCE/ANSCI/VIH:

RECRUTEMENT DE CABINET OU GROUPE DE CONSULTANTS POUR UNE ETUDE SUR L'IDENTIFICATION DES BESOINS SPECIFIQUES EN MATIERE DE PREVENTION ET PRISE EN CHARGE IST-VIH/SIDA CHEZ LES PERSONNES TRANSGENRES ET CHEZ LES PERSONNES HANDICAPEES A ABIDJAN - EN COTE D'IVOIRE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme « Mise à échelle des interventions de lutte contre le VIH et la tuberculose en Côte d'Ivoire » financé par Le Fonds Mondial pour la lutte contre le VIH, la Tuberculose et le Paludisme sur le nouveau modèle de financement (NFM2), Alliance Côte d'Ivoire avec l'appui de ses partenaires procède à un appel d'offres National pour recruter un consultant ou groupe de consultants nationaux ou internationaux afin de réaliser une étude pour l'identification des besoins spécifiques en matière de prévention et prise en charge IST-VIH/sida chez les personnes transgenres et chez les personnes handicapées en Côte d'Ivoire.

- **LOT 1 : étude pour l'identification des besoins spécifiques en matière de prévention et prise en charge IST-VIH/sida chez les personnes transgenres en Côte d'Ivoire.**
- **LOT 2 : étude pour l'identification des besoins spécifiques en matière de prévention et prise en charge IST-VIH/sida chez les personnes handicapées en Côte d'Ivoire.**

II. OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif principal est d'améliorer la qualité des interventions en vue de l'atteinte des 90-90-90 chez les personnes handicapées et chez les personnes transgenres.

III. PROFIL DU CABINET OU GROUPE DE CONSULTANTS

Les postulants doivent réunir les conditions suivantes :

- Etre un cabinet, ou groupe de consultants de réputation nationale ou internationale spécialisé dans la recherche au niveau de la santé et du développement ;
- Disposer d'un personnel qualifié ;
- Avoir une expérience confirmée de cinq (05) ans au moins dans le domaine de la recherche ;
- Avoir une expérience avérée dans la recherche auprès des personnes handicapées / transgenres sera un atout ;
- Les chercheurs - membres du cabinet doivent être titulaire d'un diplôme supérieur dans une discipline des sciences médicales et biologiques, sciences sociales, sciences juridiques, de santé publique, de biostatistique, de statistique, de démographie ou avoir une expérience confirmée en méthodes de recherche quantitatives et qualitatives ;
- Posséder d'excellentes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction et avoir l'esprit d'initiative ;
- Avoir une excellente maîtrise de l'outil informatique ;
- Avoir une bonne connaissance du système de santé ivoirien ;
- Concernant le profil des autres membres de son équipe, le consultant définira dans son offre technique les besoins et les profils nécessaires à la bonne réalisation de l'étude.

IV. CONSTITUTION ET DEPOT DES DOSSIERS

Les postulants éligibles et intéressés sont invités à soumettre un dossier complet comportant les informations pertinentes indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter la mission.

Les propositions techniques et financières doivent être déposées sous plis fermés au plus tard le **MERCREDI 11 DECEMBRE 2019 à 10h00** à l'adresse géographique indiquée ci-après:

Alliance Côte d'Ivoire, II Plateaux, 7^{ème} tranche, après le bureau Sodeci en allant au quartier Zinsou,
08 BP 2046 Abidjan 08
Tel : +225 22 52 85 70

Des éclaircissements peuvent être demandés à l'adresse gas@ansci.org au plus tard 5 jours avant la date limite de soumission.

NB : Les Termes de référence et Dispositions générales du présent Appel d'Offre National sont à retirer au bureau d'Alliance Côte d'Ivoire et sur le site Web: www.ansci.org.



Le ministre Moussa Sanogo accompagnera tous les ministres devant la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale

leur sont dévolues. Hier, ce sont les missions «Pouvoirs publics et gouvernance» du ministère des Affaires étrangères ; de celui de l'intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur ; du ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation ; «Défense et sécurité» comprenant le ministère de la Sécurité et de la Protection civile ; le ministère d'Etat, ministère de la Défense, « Administration générale et développement économique» regroupant le ministère de l'Economie et des Finances ; le ministère auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat ; le ministère du Plan et du Développement ; le ministère de la Fonction publique ; le ministère de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du service public et le secrétariat d'Etat au Renforcement des capacités.

Les crédits accordés hier se présentent comme suit : ministère de la Défense (349 405 821 144 FCfa) ; ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation (326 779 131 347) ; ministère de la Sécurité et de la Protection civile (165 364 574 101) ; ministère de l'Economie et des Finances (75 329 236 882) ; ministère auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat (605 333 640 836 FCfa, dont seulement un peu plus de 176 milliards en propres) ; ministère du Plan et du Développement (21 582 134 982) ; ministère de la Fonction publique (22 790 308 130) ; ministère de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du service public (3 103 959

536) ; secrétariat d'Etat au Renforcement des capacités (6 443 151 439) ; ministère des Affaires étrangères (un peu plus de 96 milliards) ; ministère de l'intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur (un peu plus de 2,6 milliards).

Auparavant, le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo, a indiqué dans son discours introductif que le budget de l'Etat pour 2020 s'équilibre en ressources et en dépenses à 8 061 milliards de FCfa, soit une progression de 9,9% par rapport au budget 2019 qui était de 7 334,3 milliards.

Conformément à la nouvelle doctrine budgétaire de la Côte d'Ivoire (le budget-programme), la loi des finances 2020 est structurée en 35 dotations et 149 programmes budgétaires logés au sein des institutions et ministères. Passeront aujourd'hui, les ministères relevant des missions : «Enseignement, formation et recherche», «Santé et action sociale» ; « Culture, jeunesse, sport et loisirs ».

Initié par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), le budget-programme est un mode de gestion des finances publiques avec pour objectif d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires, de sorte à accroître l'efficacité de la dépense. A la différence de la budgétisation basée sur les moyens qui était appliquée depuis les indépendances, le budget-programme est triennuel.

DAVID YA

Budget-programme 2020

26 ministres ont convaincu les députés en deux jours

Les députés de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée nationale passent en revue, depuis le 19 novembre, les grandes orientations des projets de développement du gouvernement et les crédits afférents, dans le cadre de l'examen de la loi de finances 2020.

Treize ministres et trois secrétariats d'État, partageant les missions « Enseignement, formation et recherches » ; « Santé et actions sociales » ; « Culture, jeunesse, sports et loisir », assistés par le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, ont convaincu, hier, les députés de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée nationale de la pertinence de leurs programmes et des crédits afférents, inscrits au budget-programme 2020. A la majorité relative de ses membres présents, la Caef leur a donné son approbation. Il s'agit du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation de professionnelle ; de celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ; du secrétariat d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation de professionnelle, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation de profes-



Le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, cheville ouvrière du budget programme.

sionnelle ; du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique ; du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant ; du ministère de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la pauvreté ; du ministère de l'Emploi et de la Protection sociale ; du secrétariat d'État auprès du ministère de la Femme, de la famille et de l'Enfant, chargé l'Auto-

nomisation des femmes ; du ministère du Tourisme ; du ministère des Sports ; du ministère de la Culture et de la Francophonie ; du ministère de la Communication et des Médias ; du ministère de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes ; du ministère de l'Artisanat et du secrétariat d'État chargé du Service civique. Avec l'adoption des programmes et crédits ou-

verts de ces treize ministères et trois secrétariats d'État, hier, ce sont, au total, 26 entités gouvernementales, ministères et secrétariats d'État qui ont défendu leurs projets de développement avec succès en deux jours.

Les discussions

Les questions soulevées par les députés ont permis, notamment au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de faire le point sur la gestion de la crise des étudiants non inscrits dans la base de données des universités et qui revendiquent leur admission en classe supérieure. Mabri Toikeusse a assuré que le problème qui concerne plus de 1500 étudiants est en passe d'être solutionné. 1300 parmi eux ont déjà obtenu leur intégration et 250 autres cas sont en cours de résolution. « Mais l'intégration ne signifie pas que l'année scolaire qu'ils revendiquent sera validée ». C'est encore la pomme de discorde entre

les autorités universitaires et les étudiants hors base de données du système éducatif.

Par ailleurs, Mabri Toikeusse a révélé que de nombreux étudiants prennent cours sur le campus sans inscription. Une situation qui rend difficile la production de statistiques viables sur le nombre d'étudiants qui fréquentent les universités publiques. Il a aussi indiqué que la formation d'un étudiant coûte 1,5 million par an à l'État dans les établissements publics et 300 à 400 mille par an dans le privé. Enfin, il a réaffirmé la volonté du gouvernement de poursuivre la construction d'autres universités à l'intérieur du pays. Ces universités, a-t-il dit, seront « thématiques ».

Quant au secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation de professionnelle, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation de professionnelle, il a souligné que malgré les efforts du gouvernement, il faudra plus de temps pour absorber, dans des conditions optimums, les enfants qui frappent aux portes des écoles. « Seulement à Abobo, il y a 450 naissances par jour, selon les statistiques. Pour absorber cette population, il faut construire 1,5 école par jour. Ce qui relève quasiment de l'ordre de l'impossible », a-t-il déclaré pour imaginer la forte pression démographique à laquelle l'école fait face. Outre l'enseignement et l'éducation scolaire, les députés ont réservé beaucoup de questions au ministre de la Santé et de l'Hygiène publique. Le titulaire du poste, le ministre Aka Aouélé, a expliqué la politique d'amélioration des centres de santé du

pays engagée par le gouvernement et évoqué les réformes à venir du système de santé. Son collègue de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, Abinan Kouakou Pascal, a fait le point sur les efforts du gouvernement et de la Première dame, Dominique Ouattara, pour lutter contre le travail forcé sur la période 2018-2019. Le bilan de la mise œuvre des missions assignées au Pr Mariatou Koné, ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la pauvreté, faisait aussi partie des préoccupations des députés. Les parlementaires ont appris que 13,2 milliards de FCfa ont déjà été distribués dans le cadre du programme des filets sociaux. Lesquels sont destinés aux personnes économiquement faibles. Le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, principale cheville ouvrière du budget-programme, s'est réjoui de la qualité des questions des députés et aussi de la pertinence des réponses apportées par les ministres. Cela participe du jeu démocratique, s'est-il félicité.

Le budget général de l'État de Côte d'Ivoire de 2020 s'équilibre en ressources et en dépenses à 8 061 milliards de FCfa, soit une progression de 9,9% par rapport au budget 2019 qui était de 7 334,3 milliards. ■

DAVID YA

Le Monde est Petit... QUAND ON VOIT GRAND !

EXECUTIVE BACHELOR (Bac + 3)
pour Bac+2 en activités
Possibilité de Double
Diplômation Internationale

EXECUTIVE MBA (Bac + 5)
Master of Business Administration
Avec mémoire de spécialisation

- ✓ Finance Audit Contrôle de Gestion
- ✓ Marketing & Communication digitale
- ✓ Entrepreneurial & Management de Projets

Lancement de la 13^{ème} Promotion

DBA (Bac + 8) à DAKAR
Doctorate of Business Administration
Lancement de la 9^{ème} Promotion

Possibilité de voyage d'études à Dubai, Chine et au Maroc

UI ABIDJAN, 2 Plateaux vallons (face BURIDA), COCODY
TEL : +225 22 41 65 74 TEL & Whatsapp : +225 48 26 91 01
www.universiteinternationale.com

UNIVERSITE -D'ABIDJAN- INTERNATIONALE

HECI BUSINESS SCHOOL
UNIVERSITE INTERNATIONALE

IPAC
Réseau de Business Schools en Afrique
HEC BUSINESS SCHOOL

Technologies de l'information et de la communication

Mamadou Sanogo: « Une bonne maîtrise des flux des communicateurs peut permettre de capter plus de 200 milliards de Fcfa supplémentaires pour l'État »



Le ministre de l'Économie numérique et de la Poste a fait un brillant exposé devant les Sénateurs. (PHOTO : D.R)

Le secteur des télécommunications connaît, depuis plusieurs années, une rapide expansion marquée par une forte diversité de ses activités et un accroissement continu de ses utilisateurs. Il en résulte pour les services de l'administration en charge de ce secteur des difficultés à suivre le rythme de cette évolution, notamment en termes d'adaptation des méthodes classiques de régulation et de contrôle. Eu égard à l'insuffisance de moyens dont disposent ces services pour mener à bien leur mission. C'est donc pour corriger ces insuffisances que le ministre Mamadou Sanogo, en charge de la Poste et de l'Économie numérique, était, le 19 novembre, face aux sénateurs membres de la Commis-

sion de la recherche, de la science, de la technologie et de l'environnement (Crste). L'émissaire du gouvernement a présenté le projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2019-495 du 12 juin 2019, portant institution d'un dispositif de contrôle des flux de communication électronique des entreprises de télécommunications. Aux sénateurs membres de la Crste, Mamadou Sanogo a expliqué que « ce projet de loi vient corriger ces insuffisances, en instituant un nouveau mécanisme de contrôle des flux de communications électroniques prenant en compte les récentes évolutions du secteur ». Avant de préciser que « l'ordonnance tient également compte des dispositions relatives au secret professionnel, à la pro-

tection des données à caractère personnel et à leur confidentialité. En même temps qu'elle renforce les garanties des droits des opérateurs concernés, en instituant un mécanisme de recours en leur faveur ».

Le secteur des télécommunications enregistre d'importants chiffres d'affaires. À titre d'exemple, le ministre a révélé que pour l'exercice 2017, il a capté plus de 1037 milliards de Fcfa, contre 1032 milliards au titre de 2018.

« Une bonne maîtrise des flux peut permettre d'enregistrer plus de 200 milliards supplémentaires pour l'État, chaque année. Et de réaliser un peu plus d'infrastructures sociales au profit des populations », relève Mamadou Sanogo.

Face à ces importants enjeux, les sénateurs ont voté, à l'unanimité des membres de ladite commission, le projet de loi. ■

NDRI CELESTIN

Prévention et gestion des catastrophes

Exports d'Afrique de l'Ouest et du Centre partagent leurs expériences à Abidjan

Le ministre de la Ville, Albert François Amichia, a réaffirmé, hier, l'engagement du gouvernement à travailler davantage dans le sens de la prévention des catastrophes. Il s'est exprimé à la cérémonie d'ouverture de la 1ère Conférence régionale Understanding Risk Afrique de l'Ouest et du Centre au Latrille Events à Cocody-les-Plâteaux où il représentait son homologue Anne Désirée Ouloto en charge de l'Assainissement et de la Salubrité. « C'est conscient de l'importance de la prévention des catastrophes que le gouvernement ivoirien n'a pas lésiné sur les moyens pour entreprendre des travaux d'hercule. Nous pensons que les participants auront l'occasion de visiter les zones assainies et en cours d'assainissement », a-t-il déclaré. Il a souligné la justesse du thème de la conférence - « Capital humain et innovations technologiques, moteurs de la résilience » - Et a indiqué que « la question

de prévention et de gestion des catastrophes interpelle à tous les niveaux, d'autant plus que la vulnérabilité de nos territoires est constamment mise à rude épreuve ». Surtout que les catastrophes ont entraîné la mort de plus de 1,3 milliard de personnes ces vingt dernières années, selon l'Onu. Et 500 millions d'autres sont exposées à ces risques selon l'institution. Le ministre de la Ville n'a pas manqué d'exprimer le satisfecit du gouvernement quant au choix de la Banque mondiale et de l'Union européenne (Ue) porté sur la Côte d'Ivoire pour abriter l'évènement. Pour sa part, Jobst von Kirchmann, chef de la délégation de l'Ue en Côte d'Ivoire, a invité à des échanges approfondis et des recommandations concrètes qui pourraient se transformer en actions, d'autant plus que la situation des personnes exposées est de plus en plus grave. Il a relevé que « les trois quarts de la population en Afrique de l'Ouest ont été

exposés à des risques liés à des phénomènes météorologiques extrêmes durant les trois dernières décennies ». Le diplomate a montré l'intérêt pour l'Ue de disposer de données et de solutions pratiques pour prévenir et gérer les situations de catastrophe dans le cadre de son partenariat avec le continent. « Les changements climatiques, c'est le sujet n°1 à l'Ue », a-t-il fait savoir. C'est pourquoi, il a souhaité une implication plus poussée des nouvelles technologies dans lesquelles il faut davantage investir. L'Afrique davantage exposée

Quant à Coralie Gevers, directrice des opérations de la Banque mondiale dans plusieurs pays ouest-africains dont la Côte d'Ivoire, elle s'est félicitée de l'engagement suscité par la rencontre. Elle a exprimé sa gratitude à l'ensemble des participants soucieux de comprendre les risques de catastrophe. Parce qu'au-delà de la Côte d'Ivoire, ce sont plus de 2 millions de personnes qui ont été déjà affectées par les inondations en 2019 dont 500 mille obligées de quitter leurs foyers, selon Coralie Gevers. La directrice des opérations de la Banque mondiale a également indiqué que depuis 1970, ce sont 2500 catastrophes qui ont fait plus d'un millions de morts en Afrique et des dommages estimés à plus de 17 600 milliards de Fcfa (32 milliards de dollars), correspondant à huit années de recettes d'un pays comme le Sénégal. Outre le millier de participants dont des centaines d'experts venus de par le monde, la rencontre a mobilisé des gouvernements dont ceux du Niger et de la République démocratique du Congo représentés respectivement par Ibrahim Guimba, ministre-conseiller du Chef de l'État nigérian et Robert Luzolano, ministre provincial de Kinshasa. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Union - Discipline - Travail

Agence Nationale De l'Environnement
ANDE



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

ENQUETE PUBLIQUE A PACOBO

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), à travers l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), porte à la connaissance de la population ivoirienne que, dans le cadre de la validation du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du PROJET D'EXPLOITATION DE DEUX CARRIERES DE PYROCLASTE A SINGROBO DANS LA SOUS-PREFECTURE DE PACOBO (DEPARTEMENT DE TAABO), présenté par la société CIMAF, une Enquête Publique est organisée du MERCREDI 20 NOVEMBRE 2019 au MARDI 03 DECEMBRE 2019 inclus.

A cet effet, un registre est ouvert à la SOUS-PREFECTURE DE PACOBO pour recevoir et enregistrer toutes les réclamations et observations qui pourraient être faites, et ce, tous les jours ouvrables de 07h30 mn à 12h30 mn et de 14h30 mn à 16h30 mn.

LA DIRECTRICE
Mme Madeleine Sopi ACKO



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Union - Discipline - Travail

Agence Nationale De l'Environnement
ANDE



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

ENQUETE PUBLIQUE A KATIOLA

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), à travers l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), porte à la connaissance de la population ivoirienne que, dans le cadre de la validation du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION D'UNE USINE DE TRANSFORMATION D'ANACARDE A KATIOLA, présenté par la société AFRICA MOTHER NEEDS, une Enquête Publique est organisée du MERCREDI 20 NOVEMBRE 2019 au MARDI 03 DECEMBRE 2019 inclus.

A cet effet, un registre est ouvert à la PREFECTURE DE KATIOLA pour recevoir et enregistrer toutes les réclamations et observations qui pourraient être faites, et ce, tous les jours ouvrables de 07h30 mn à 12h30 mn et de 14h30 mn à 16h30 mn.

LA DIRECTRICE
Madame Madeleine Sopi ACKO

12

L'agence veut adapter la gestion de son personnel à son statut international

Une session extraordinaire de l'organe de dialogue social de l'Asecna se tient du 18 au 23 novembre, à l'hôtel Afrikland de Grand-Bassam.

L'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) tient, depuis mardi, à l'hôtel Afrikland de Grand-Bassam, une session extraordinaire de son Organe communautaire de concertation et de négociation (Ocn). Une session d'une semaine à laquelle prend part une centaine de plénipotentiaires dudit organe de dialogue social, représentant les 18 Etats membres de l'agence.

C'est l'occasion pour la direction générale de partager avec l'ensemble du corps social les réformes sociales envisagées, en conformité avec le statut international de l'institution obtenu en 2010. En effet, l'Asecna, dans son ambition d'être une agence de référence internationale, a été dotée d'un statut international, et a donc décidé d'optimiser sa gestion notamment en ce



Les 18 Etats membres de l'agence sont représentés à la réunion qui prend fin samedi. (PHOTO DCH)

qui concerne le personnel. « La situation du personnel doit s'adapter à ce statut international. Il y a quelques années, l'agence a arrêté un statut unique du personnel dans ses 18 Etats membres. Il est question aujourd'hui de

moderniser ce statut unique. C'est-à-dire faire en sorte que le personnel de l'Asecna acquiert un statut international à l'instar des grandes institutions internationales et qu'il y ait une juste répartition des revenus de l'agence. Nous

sommes donc ici à Abidjan pour trouver un consensus entre tous les Etats membres sur les nouveaux textes de gestion et de rémunération du personnel », a expliqué le directeur général de l'Asecna, le Nigérien Mohamed Mous-

sa, à l'ouverture de la session. Le système de gestion et de rémunération du personnel de l'Asecna est donc en passe d'aller d'un système national à un système communautaire, détaché complètement des réglementations nationales. C'est le défi qui doit être relevé à Grand-Bassam. Pour le directeur de cabinet du ministère des Transports, Ahmed Diomandé, qui a présidé la cérémonie d'ouverture, « il faut assurer la pérennité de l'Asecna en optimisant sa gestion ». Et le dialogue social doit être de mise dans cette démarche.

En ce qui concerne le système de rémunération des agents de l'Asecna, il est à ce jour basé sur les diplômes. L'objectif aujourd'hui pour la direction de l'agence, comme l'a expliqué Moustapha Abani, président du bureau du collectif des représentants des travailleurs de l'Asecna,

c'est de le faire migrer vers un autre système basé sur le poste. « Nous avons décidé de passer à un système basé sur la contribution de chaque poste aux résultats de l'agence et non plus sur les diplômes. Cela fait plusieurs années que nous travaillons sur ce chantier. Plusieurs réunions se sont tenues au cours desquelles nous avons bien conçu et développé cette idée. Aujourd'hui, c'est la réunion ultime au terme de laquelle sera validé le nouveau système », a-t-il expliqué.

L'Asecna fêtera, le 12 décembre, ses 60 ans d'existence. La vision de ses dirigeants est de faire adhérer tous les pays africains. Mais également de doter l'agence des instruments technologiques les plus performants pour assurer la sécurité de la navigation aérienne sur le continent ■

FAUSTIN ÉHOUMAN



AGENCE NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

ANDE

COMMUNIQUE

AGREMENT DES BUREAUX D'ETUDES ET CONSULTANTS INDEPENDANTS EN EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) informe les Bureaux d'Etudes et Consultants Indépendants en Evaluation Environnementale que les dossiers de Demande et de Renouvellement d'agrément sont reçus du **Lundi 02 Décembre au Mercredi 18 Décembre 2019**.

La liste des pièces constitutives du dossier de candidature est à retirer au siège de l'Agence sis à **Cocody, Angré 8^e Tranche, Carrefour "Prière"**.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez nous joindre aux contacts suivants :

Tél : (+225) 22 46 75 90 / (+225) 22 54 83 30
Email : andecotedivoire@gmail.com

ANDE, GUICHET UNIQUE DES EVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES EN CÔTE D'IVOIRE

**LA DIRECTRICE
Madame Madeleine Sopi ACKO**